

«L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.»

La Commune

Mensuel de l'organisation *La Commune - Pour un Parti des Travailleurs*
membre du courant international *Mouvement socialiste des travailleurs (IVe internationale)*

n° 92 Octobre - novembre 2014



pôle emploi

**Lutter contre le chômage
et non contre les chômeurs :**

Echelle mobile des heures de travail !

Archives nationales en danger (pp 6-7)

Dossier du mois : la décentralisation, notre position (pp 10-11)

En défense du peuple Kurde (pp 14-15)

Éditorial

La débandade

SOMMAIRE

Pages

- **Editorial**..... 2
- **Halte à la chasse aux chômeurs**.... 3
- **Chronique d'une chute de régime**.. 4
- **Archives nationales en danger**..... 6
- **Tribune libre du G.S.I**..... 8
- **Inondations dans l'Hérault**..... 9
- **Dossier: Décentralisation Acte III**..10
- **Misère en France**.....12
- **En défense du peuple Kurde**.....14
- **Argentine**.....16
- **Bolivie**.....17
- **Palestine**.....18
- **Notes de lecture**.....19

ADIDO, BP82, 94003 Créteil.

(ADIDO, association loi 1901,
édite le mensuel La Commune)

courrier électronique :
lacommune@lacommune.org
http://www.lacommune.org

Pas besoin d'être un grand spécialiste de la politique pour voir sous nos yeux, jour après jour, le triste spectacle de la chute de ce régime. Hier, c'est Benoît Hamon qui déclare, après s'être abstenu avec Aurélie Filippetti et une trentaine d'autres députés du PS sur le vote des recettes du budget 2017: « La politique de l'exécutif menace la République et la mène tout droit à un immense désastre démocratique en 2017 » Pas faux du tout.

Cette appréciation, autrement plus intelligente que celles du clown Montebourg lui a valu les foudres de ses bons camarades de parti, dont Cambadélis, le voleur de diplômes (« c'est le triste spectacle de la surenchère » et de Valls qui l'incite à quitter le PS. Le lendemain, c'est le maître d'école Bartolone, qui veut prétendument mettre de l'ordre dans la cour de récré mais qui en rajoute une louche à l'adresse du Premier ministre lequel propose que le PS change de nom : « c'est une faute politique » Que d'amour et de camaraderie au sein des cercles dirigeants de ce parti ! Un parti secoué par les scandales de toute sorte et désesparé face à la lutte de classes qui voit toutes les couches exploitées et opprimées de ce pays refuser de plus en plus violemment l'austérité imposée par ceux qui gouvernent au compte des patrons (« j'aime l'entreprise » n'est-il pas l'acte de foi de Valls ?)

Ces gentillesses et amabilités se prolongent y compris dans le « couple » présidentiel Hollande-Valls. Ainsi, lors de la remise à Valls de la médaille de la Grand Croix de l'Ordre national du Mérite (quel mérite d'ailleurs ?), Hollande n'a pas pu s'empêcher de tacler son Premier ministre qui ne cache pas son admiration pour Clémenceau et son long parcours politique : « Il n'est pas devenu Président de la République mais on peut réussir son existence sans être Président de la République » manière de dire à Valls : « reste à ta place et les vaches seront bien gardées »... Décoré et humilié le même jour, ça a dû lui faire plaisir. Quelle fra-

ternité entre eux, on en serait émus si on avait le temps.

Ce gouvernement a grand besoin de renforts car à l'intérieur, c'est chacun pour soi et chaque jour, la liste des défections risque de s'allonger dans ce sauve-qui-peut, cette débandade. Du renfort, Hollande en a reçu tout dernièrement grâce au tout frais Prix Nobel d'économie, le Français Tirole qui a immédiatement proposé ses bons offices à Hollande.

Quel grand économiste ce Tirole, quel visionnaire ! Que propose-t-il pour le redressement de la France ?

« La France a beaucoup de handicaps sur le marché du travail. Il faudrait créer un contrat de travail unique ; en France, le problème est qu'on privilégie l'emploi plus que les salariés » Et de dénoncer une protection excessive des CDI qui se traduit par une précarisation de tous les autres contrats. En clair, il faut en finir avec les CDI...

Dans la foulée, il préconise la fin de « cotisations patronales », accusées d'alourdir le coût du travail. Gattaz ne cesse de le revendiquer chaque jour, ils devraient partager le prix Nobel.

Sur la décentralisation en cours, il est d'accord : « Tout le monde sait qu'il y a trop de communes et qu'on n'a pas besoin des départements » Les 36 000 maires et leurs concitoyens apprécieront ces idées « neuves » qui remontent à ...Pasqua.

Casse du Code du travail, désengagement de l'Etat, fin des cotisations patronales (en réalité, rappelons-le part différée du salaire) que voilà un grand économiste qui a l'immense avantage de travailler pour les désirs patronaux. On comprend qu'il ait été récompensé, le brave homme.

Mais ce renfort pour Hollande ne pèse pas grand-chose face à la lutte de classes qui frappe à la porte et qui va accentuer, aggraver la crise de ce régime en décomposition.

Pedro Carrasquedo
23 octobre 2014

Lutte contre le chômage ?

Halte à la chasse aux chômeurs !

(On trouvera ci-dessous le tract diffusé sur les marchés, localités et lieux de travail par les militants de La commune) :

Le discours actuel du gouvernement est de faire la chasse aux demandeurs d'emploi. François Rebsamen, ministre du Travail, a dit : "je demande au pôle emploi de renforcer les contrôles pour vérifier que les personnes cherchent bien un emploi, il faut qu'il y ait à un moment une sanction."

Valls, lui, pour, dit-il, diminuer le chômage, veut que d'ici 2016 les chômeurs aient des devoirs. Il veut mettre en place des allocations dégressives.

Et il réfléchit à la question de l'équité et de l'efficacité en disant : "la France a une préférence pour un chômage de masse bien indemnisé, c'est un fait". Ben voyons, comme si c'était un luxe !

Tout cela dans le but de faire les yeux doux à Bruxelles. Il ose dire que l'Assurance chômage en France est une des plus généreuse au monde. Si l'on compare avec nos voisins européens il est clair que nous ne considérons pas les chômeurs comme des boulets ou des esclaves ! Pour preuve, en Allemagne il faut justifier d'au moins douze mois de cotisations sur les vingt-quatre derniers mois et dans certains cas le délai d'indemnisation est de douze semaines! Quant à l'Angleterre, là on touche le fond, pas de durée de cotisation minimale mais une indemnisation maximale de six mois. Et ces mêmes chômeurs doivent effectuer trente heures de travaux d'intérêt général par semaine, sinon : suspension des indemnités pendant trois mois!

Pour la défense du système actuel d'Assurance chômage !

L'outil de baisse de chômage en France est devenu la radiation. On ne compte plus les abus qui font l'objet de recours, pour preuve, il existe un site dédié aux recours contre les radiations. Par exemple un chômeur n'a pas pu répondre à un mail du pôle emploi et hop : radiation de deux mois. Un autre cas, celui d'un chômeur qui n'a pas pu se rendre à une convocation au pôle emploi car il a pris l'avion pour se rendre à un entretien d'embauche, et hop : radiation de deux mois malgré les justificatifs fournis!

C'est contre toutes ces paroles à vomir, ces actions honteuses que nous devons continuer à lutter pour défendre

ces indemnités actuelles. Et dans le même temps, il faut lutter contre les licenciements de masse très à la mode. Notre système d'allocation est le dernier rempart qui évite qu'un chômeur se retrouve à la rue car le mot chômeur plonge déjà la personne dans le doute, la peur, la honte.

Gouvernement Hollande-Valls : ce ne sont pas les chômeurs qu'il faut combattre, c'est le chômage

- **Pas touche au système d'assurance chômage !**
- **Interdiction par la loi des licenciements !**
- **Unité des travailleurs et de leurs organisations pour défendre les chômeurs !**

La Commune, 22 octobre 2014

Les décrets et mesures de La Commune de 1871, premier gouvernement ouvrier : Un plan d'urgence d'une actualité brûlante !

- **12 avril** : la Commune décide de suspendre les poursuites judiciaires concernant les échéances (loyers, effets de commerce...).
- L'archevêque de Paris, Georges Darboy, otage de la Commune, écrit à Thiers pour protester contre les exécutions sommaires de Communards prisonniers et proposer son échange contre Auguste Blanqui prisonnier à Morlaix sur ordre de Thiers.
- La Commune interdit Le Moniteur Universel, journal considéré comme pro-versaillais.
- **13 avril** : la Commune décide la démolition de la Colonne Vendôme
- **14 avril** : la Commune interdit les arrestations arbitraires.
- Début du bombardement d'Asnières, où sont stationnées des troupes de la Commune, par les troupes versaillaises (il durera jusqu'au 17 avril)
- **16 avril** : la Commune fait recenser les ateliers abandonnés et favorise la création de coopératives ouvrières.
- La Commune décide un délai de trois ans pour le remboursement des échéances et des dettes.
- Élections complémentaires au Conseil de la Commune.
- **18 avril** : la Commune décrète que toute arrestation doit faire l'objet d'un procès-verbal
- **19 avril** : la Commune fait une Déclaration au Peuple français où elle expose son programme.
- **20 avril** : la Commune interdit le travail de nuit chez les boulangers (applicable le 27)
- **21 avril** : les francs-maçons tentent une conciliation entre la commune et le gouvernement Thiers.
- **22 avril** : la Commune organise les boucheries municipales
- **23 avril** : Thiers organise le blocus du ravitaillement de Paris
- **25 avril** : à Belle-Epine près de Villejuif, un officier de chasseur à cheval des troupes versaillaises exécute personnellement sans jugements quatre soldats communards prisonniers.
- La Commune décide la réquisition des logements vacants pour y loger les victimes des bombardements faits par les troupes versaillaises.
- La Commune décide de réorganiser les Poids et mesures
- **28 avril** : la Commune supprime le système des amendes par lesquelles les patrons pénalisaient leurs salariés.

Chronique d'une chute de régime

Lutte contre le chômage ? Non, lutte contre les chômeurs !

Donner à ceux qui ont tout et prendre à ceux qui n'ont rien, tel semble être le fin mot de la politique du gouvernement. Mais, rassurons-nous, quoi qu'en dise sa compagne éconduite, Hollande est rempli de sollicitude pour les pauvres. « Les pauvres sont des citoyens non pas comme les autres mais à l'égal des autres [...] La solidarité n'est pas un supplément d'âme » mais « un principe républicain ». La pauvreté est à ses yeux une « humiliation pour la République ». Il faut donc bien croire que la République est particulièrement humiliée, à en juger par l'accroissement de la pauvreté dans ce pays ! C'est plutôt le bal des hypocrites, oui.

Ainsi, des trémolos dans la voix, le chef de l'Etat fait le plein de sa compassion pour tous les sacrifiés de sa politique. Le plein, mais pas le trop plein. Son « réalisme » l'invite aussitôt à affirmer que l'on ne peut « éradiquer la pauvreté ». Sans doute, le phénomène de l'accroissement de la richesse à un pôle de la société et de la misère à l'autre pôle est-il un fléau naturel, une fatalité inhérente à la vie sociale. Ou plutôt, on l'aura compris, à l'oligarchie, dont le sieur Hollande est l'un des membres éminents.

Pendant qu'il tire sa larme sur les pauvres, ses seconds couteaux s'écrient : « l'assistanat, voilà l'ennemi ». Haro, donc, sur les « assistés ». Feu sur les chômeurs qui ne cherchent pas de travail. Et, pour cause, puisqu'il n'y en a pas ! Ou alors, des sous-emplois, des « petits boulots », des contrats jetables, des « missions » qualifiantes ou sous-payées. Les mêmes qui prescrivent la chasse aux « assistés » s'appliquent, au quotidien à « substituer à la certitude du Droit, l'arbitraire de l'aumône » selon la formule de Jaurès. Le système dit de « traitement social de la crise » est, à ce point pervers qu'un « bénéficiaire » du RSA aura un pouvoir d'achat amoindri s'il trouve un emploi au SMIC.

25 ans de RMI-RSA

Pour mémoire, rappelons que le système du RSA a maintenant vingt-cinq ans d'âge. Mis au point au cours des « années Mitterrand » (chères à Mélenchon, soit-dit en passant) sous l'appellation RMI, il agissait selon le double principe de trappe à chômeurs et de gestion-pérennisation et « partage » de la misère. Cette allocation versée par l'Etat (puis généreusement ou plutôt vicieusement « transférée » aux départe-

ments) a permis, dès 1991, de réduire la durée d'indemnisation des chômeurs par les ASSEDIC, de rendre les allocations des ASSEDIC dégressives. Le chômeur est transformé en « assisté » de l'Etat à son insu, il est détaché de cette armée industrielle de réserve que sont les salariés privés d'emploi. Sous ses dehors « généreux » (avec parci-



F. Hollande, M. Sapin, E. Macron

monie, faut-il préciser ») le RMI-RSA est une machine de guerre contre l'Assurance-Chômage laquelle échappe à la mainmise de l'Etat puisqu'elle est assise sur les cotisations versées par les salariés pour se prémunir du « risque-chômage ».

Mais, vingt-cinq ans plus tard, ce système de charité publique qui ne dit pas son nom cohabite encore avec le principe de solidarité entre ceux qui ont un travail et ceux qui n'en ont pas sur lequel repose l'Assurance Chômage.

Diviser pour régner

Dans le collimateur de Macron, représentant direct des banques et de l'oligarchie financière au sein de l'Exécutif, l'Assurance Chômage est un obstacle à la poursuite des réformes fondées sur le principe de la dégradation permanente des droits, des condi-

tions de travail et de vie de la population. A coups de sondages bien sentis, le gouvernement tente de monter les couches dites « moyennes » contre la « vile multitude » des « sans dents ». Bien en vain. Les professions libérales sont elles-mêmes durement frappées et réagissent par la grève : notaires, huissiers, pharmaciens. Les cadres, les salariés hautement qualifiés subissent également de plein fouet les conséquences destructrices de la politique du gouvernement.

Au vrai, l'attaque contre les plus pauvres tire toute la population vers le bas. La politique du gouvernement, affidé du Medef et de « Bruxelles » est vomie dans toutes les strates de la société. Face à cette politique, les politiciens matois à la sauce Sarkozy ne font que piaffer d'impatience... Le rejet des partis institutionnels s'exprime tous les jours, dans la rue, au café, à l'atelier et au bureau. Il indique la volonté sous-jacente d'en finir avec ce régime, au bord de la chute, de mettre à bas les réformes contre-révolutionnaires des gouvernements successifs et de l'Union Européenne. Face à la vague qui se forme, en dépit et à cause de ses attaques antisociales, le régime est acculé, sans appuis, la gueule ouverte, agitant l'épouvantail utile du « FN » pour se sauver lui-même. Les partis institutionnels se fracturent. Les « affaires » explosent. Les déclarations de guerre à ce qu'il reste de la réglementation du temps de travail, de la Sécurité sociale, de l'hôpital public sont sans cesse tempérées puis reprises, dans une valse-hésitation qui est la marque de l'affolement.

Sur ce, tombe la note du budget 2015 : 10 milliards de moins pour les hôpitaux

Chronique d'une chute de régime

par le truchement de la « chirurgie ambulatoire », 8 milliards de moins pour la Fonction publique, approfondissement d'une ampleur sans précédent du désengagement financier de l'Etat vis-à-vis des communes et départements, attaques frontales contre les fonctionnaires et leur statut.

Au programme également :

- Baisse de la prime de naissance pour le second enfant
- Amputation du congé parental
- Baisse des aides pour la garde des enfants

Ce ne sont là que les toutes premières mesures visant à torpiller les allocations familiales et leur caractère universel.

La défense des intérêts de l'oligarchie financière, le versement des intérêts de la dette aux banques d'affaire (en dizaines de milliards d'euros) exigent la poursuite et l'aggravation de ce cycle de « réformes » mortifères, en France comme en Europe. Dès lors, pour tenter de brouiller pistes et enjeux, les « questions sociétales » sont mises en avant : PMA, GPA et autres « sigles » qui donnent du ressort aux « manifs pour tous ». Les medias s'en délectent ... Et, il y aura toujours des « radicaux » de carnaval type NPA pour s'emparer de ces « questions » qui servent de paravent aux véritables offensives contre les salariés et leurs familles. D'autant que ces « anticapitalistes », loin de se préparer à l'explosion sociale qui vient, se persuadent, chaque matin que « le rapport de forces est défavorable » et que du côté des plus larges masses, fatalisme et résignation dominant voire même une complaisance à l'égard de l'extrême droite... qu'ils contribuent eux-mêmes à placer au centre de la scène politique virtuelle et complètement faussée par les médias.

Un air de déjà vu...

Soyons plus nets encore : la grève des cheminots et des pilotes de ligne d'Air France ont la même signification que les grèves des arsenaux de Toulon et Brest en 1935, la même signification que les grèves de la Rhodiaceta à Lyon-Besançon et de la Saviem à Caen en 1967. Ces grèves préfiguraient la

grève générale. 1936. 1968. Elles n'étaient pourtant pas « victorieuses » et, en partie pour cette raison, elles ap-



peleient la grève générale. Une perspective contre laquelle les bureaucraties syndicales s'arc-boutaient.

Corporatisme ???

Si nous essayons de regarder de plus près la grève des pilotes d'Air France, décriée par les chefs des confédérations, comme « corporatiste », nous constatons

1. Que les pilotes d'Air France se sont battus au compte de tous les salariés d'Air France et non pour un motif « catégoriel »

2. Cette lame de fond n'a pas été dirigée par les chefs des confédérations CGT ou FO, mais par des syndicats dont la vocation est strictement corporative et professionnelle mais qui, de ce simple fait, échappent à la tutelle des « Le Paon- Mailly » et autres caciques imposés à la tête des Confédérations ouvrières, par un appareil vertébré nolens volens par le Front de gauche.

Nous avons là quelque chose d'inédit. Et, une leçon simple en elle-même : la grève n'a pu aller au bout de ses objectifs parce qu'il n'y a pas eu le déclenchement de l'action au « sol » d'Air France, bien que ce mouvement présentait toutes les caractéristiques d'une grève de masse au compte de tous. Et, ce ne sont certainement pas les aiguilleurs du ciel, les assistants avions et autres catégories du personnel d'Air France qui ont provoqué le relatif isole-

ment des pilotes en grève. Non, ce sont exclusivement les appareils syndicaux CGT-FO-CFDT, la CFDT jouant directement le rôle de syndicat anti-grève, jaune, comme à la SNCF en juin, dans le cadre d'un partage des tâches entre sommets syndicaux, au compte du gouvernement.

Ce ne sont donc pas nos désirs, nos pronostics et nos desseins militants qui tracent la perspective des événements à venir, mais ce sont les grèves, celles dont on parle et celles dont ne parle pas. Comme, par exemple, le mouvement des greffiers qui s'est exprimé dans tous les tribunaux, comme celui, déterminé, de Bayonne, contre une ré-

forme de leur Statut avalisée par toutes leurs directions syndicales (excepté Sud, fort marginal).

Nouvelles menaces contre les chômeurs

Ce ne sont d'ailleurs pas seulement les grèves, ce sont tout autant les manifestations quotidiennes de la crise du régime, et les menaces du gouvernement sur la durée d'indemnisation des chômeurs et sur le montant de leur allocation, entre autres menaces plus ou moins explicites.

Aussi bien, la préparation de la grève générale et la lutte spécifique pour un



T. Le Paon, J.C. Mailly

parti des travailleurs au service des travailleurs et de tous les opprimés, de toute la population pauvre des villes et des campagnes, ne font qu'un. A condition cependant de dire la vérité aux travailleurs, qui consiste, non à les culpabiliser mais à

désigner les obstacles, ceux des appareils syndicaux et politiques qui ont partie liée avec les défenseurs de ce régime et de la propriété privée.

Toute notre attention et nos efforts militants sont tendus dans cette direction-là.

Daniel Petri
Jeudi 16 octobre 2014

Patrimoine

Les Archives nationales en danger !

Deux ans après la victoire du personnel des Archives nationales contre le projet réactionnaire de Sarkozy de créer une Maison de l'Histoire de France (MHF), rien n'est réglé. Les Archives nationales ont été créées par la loi du 7 messidor an II (25 juin 1794) qui proclame leur ouverture au public sans restriction ni discrimination. Tout cela est en danger imminent de démantèlement sous ce gouvernement Hollande-Valls-Pellerin. Le dernier rempart face à cette offensive est celui constitué par le syndicat CGT des Archives de France. Analyse.

Véritable « mémoire collective » de ce pays, les Archives nationales - et les documents qui y sont conservés - sont des sources incontournables pour tous ceux qui étudient et écrivent l'histoire (professeurs d'université, étudiants, chercheurs, généalogistes). Il en va de même pour des milliers de personnes qui, chaque année, établissent et font valoir des droits (nationalité, famille, carrière, propriété, succession, ...) grâce à l'accès aux documents d'archives. Les archives sont source de droits, de connaissances et de patrimoine. S'attaquer aux Archives nationales, c'est vouloir renvoyer ce service public à l'opacité et aux secrets de l'Ancien Régime.

Les Archives, à la fois mémoire et service public

Les archives sont partie intégrante de la culture, et la culture - qui est un élément des forces productives - est au même titre que les autres forces productives, liquidée au nom de la préservation des taux de profit des capitalistes. Comme tous les travailleurs, ceux de la culture et des services publics culturels, ont à subir les affres du chômage, de la précarité, des baisses des salaires, de la casse des systèmes de protection sociale, et de l'austérité budgétaire synonyme de mort des services publics.

De ce point de vue, l'exemple du réseau des Archives nationales en Ile-de-France (Paris, Fontainebleau, Pierrefitte-sur-Seine, soit 600 kilomètres linéaires de capacité de stockage pour 450 agents) illustre de manière évidente la réalité de la situation de crise et de décomposition sociale, politique, économique, avancée qui règne en France :

Le centre de Pierrefitte : plus d'argent pour payer le papier-toilettes !

Inauguré le 11 février 2013 par Hollande, le nouveau site de Pierrefitte, le



Le centre de Pierrefitte-sur-Seine

plus grand centre d'archives d'Europe avec ses 320 kilomètres linéaires de capacité de stockage, est moins de deux ans après son ouverture au public en situation de quasi-banqueroute. 300 000 euros, soit 8 mois d'impayés, c'est la somme que les Archives nationales devaient à la société de nettoyage chargée de la prestation nettoyage-propreté du site des Archives nationales de Pierrefitte-sur-Seine. En représailles du non-paiement de cette dette, la société a décidé le 22 septembre 2014 de procéder au retrait total du papier toilette et des essuie-mains jetables en place dans les blocs sanitaire, ceux à disposition des publics comme des agents, tant que la dette n'était pas apurée. Il a fallu plusieurs jours pour que la situation rentre dans l'ordre, avec le probable paiement en urgence de cette dette. Mais les impayés ne concernaient pas que la prestation nettoyage. En effet, à la même période, des employés de VEOLIA étaient venus sur le site de Pierrefitte-sur-Seine pour procéder à une coupure d'eau (au sens premier du terme) et cela après que 5 commandements à payer avaient été transmis en vain aux Archives nationales. De même, la dette des Archives nationales auprès d'EDF se serait éta-

blie, elle, à plus de 50 000 euros. Et tout ceci n'est que la partie visible de l'iceberg, car nombreux sont les prestataires des Archives nationales à rester avec des impayés sur les bras...

L'abandon du centre de Fontainebleau

Depuis le 28 mars 2014, le site des Archives nationales de Fontainebleau (77) est totalement interdit d'accès suite à la découverte d'« un risque portant sur la stabilité structurelle de l'ouvrage [...] qui peut

porter atteinte à la sécurité des personnes » en d'autres termes, il y a danger d'écroulement ! Conséquence, depuis 7 mois, l'activité est complètement paralysée : les agents ne peuvent plus se rendre sur leur poste de travail (installation in situ de 800 m² de structures Algéco depuis le mois de juillet) ; l'accès aux 70 kilomètres linéaires de documents d'archives encore conservés dans les sous-sols des Unité 1 et 2 est interdit ; les salles de lecture sont inaccessibles. Et l'addition risque de se révéler particulièrement élevée et se chiffrer à plusieurs millions, voire dizaines de millions d'euros. En effet, en cas d'irrécupérabilité des bâtiments, ce sont près de 100 millions d'euros qui seront nécessaires rien que pour reconstruire une structure équivalente, et cela sans compter la perte de la structure antérieure (environ 70 millions d'euros) ni les coûts de démolition.

Le site historique de Paris : vers une vente à la découpe ?

Sujet de toutes les attentions malveillantes de Sarkozy pour les besoins d'installation de sa Maison de l'Histoire

Patrimoine

de France, les 10 000 mètres carrés du site parisien (locaux, magasins, ateliers, bureaux) sur lesquels il lorgnait n'ont été ni sauvés, ni sanctuarisés ni préservés pour l'usage des Archives nationales. Au contraire, s'engouffrant dans la brèche créée par Sarkozy (le mythe que de la place serait disponible sur le site), François Hollande et sa ministre de la Culture Aurélie Filippetti, ont tout simplement rhabillé le « mythe » Sarkozyste du manteau de la bonne gestion de la pénurie au nom de l'austérité.

Sur plans, au mètre carré près, c'est exactement le même projet MHF Sarkozy de 2011 d'amputation des équipements qui a été proposé en septembre 2013 par les experts de Filippetti mandatés pour évaluer les besoins des Archives nationales à Paris dans une perspective à 30 ans.

De Sarkozy à Hollande, la continuité

Evidemment, de « changement », il n'en a été question que dans l'intitulé du besoin servant à justifier l'amputation d'espaces vitaux, et reconnus comme tels, pour les Archives nationales. Car au fond, il s'agit pour cette institution de savoir si elle peut disposer ou pas de tous les moyens matériels (l'activité d'archivage a en soi un caractère expansionniste) nécessaires pour continuer à assurer toutes les missions de service public qui lui sont imparties : collecter, conserver, communiquer et valoriser le patrimoine archivistique. S'il n'est plus question d'identité nationale, il est question avec Hollande et sa nouvelle ministre Fleur Pellerin de reloger sur le site des Archives nationales de Paris plusieurs Directions et Service du ministère de la Culture en situation précaire ou de fin de bail. Sur ce point, d'après les conseillers ministériels, cette solution serait la « moins pire », car dans ce cas l'agence France-Domaine (chargée de la vente du patrimoine immobilier de l'Etat) n'aurait pas à y regarder. En somme, pour les Archives nationales à Paris, c'est soit



l'amputation d'un corps sain, soit la vente à la découpe du patrimoine immobilier !

En définitive, que ce soit Sarkozy-Mitterrand ou Hollande-Filippetti-Pellerin, rien ne change pour les Archives nationales qui restent de toute façon une variable d'ajustement politique et budgétaire dont le curseur est déplacé en fonction des besoins immédiats des gouvernements en place. Les uns comme les autres se fichent comme de leur première brassière de la culture en général, et des Archives nationales en particulier. L'histoire libre, critique et son enseignement, comme la nature éminemment démocratique des archives, sont au fond le cadet de leurs soucis.

Précarisation des personnels et des emplois

Le chiffre de 515 emplois de fonctionnaires équivalents temps pleins (ETP), pourtant prévu depuis 2009 pour les trois sites d'Archives nationales en Ile-de-France, dont 300 emplois ETP pour le seul site de Pierrefitte, n'a jamais été atteint. Il manque encore au bas mot 65

emplois ETP, 35 à Pierrefitte et 30 à Paris. Pire, malgré le vote et l'inscription au budget de l'Etat entre 2006 et 2010 de 150 nouveaux postes de fonctionnaires pour le projet des Archives nationales suite aux mobilisations des personnels, on assiste à l'explosion de la précarité et au recrutement massif de travailleurs précaires, « vacataires » et « CDD », pour des périodes de travail allant de 3 mois à 1 an, sur des besoins permanents à temps complet du service public vacants alors même qu'il existe des corps d'accueil de fonctionnaires. Les collègues non-titulaires représentent aujourd'hui 15 % de l'effectif total (soit environ 75 salariés) contre 3 % il y a encore 5 ans !

De la banqueroute à l'explosion

Le constat de la situation est le suivant : banqueroute budgétaire du navire amiral de Pierrefitte ; dégradation voire casse et perte des bâtiments de Fontainebleau ; menaces d'opération de spéculation immobilière à Paris, et enfin sous-effectif chronique. Accablant !

Dans ces conditions, si rien n'est fait, nous allons à la condamnation immédiate à mort de cette institution issue de la Révolution et indispensable à tous !

Ainsi, la destruction des forces productives en général, comme à la culture et dans les Archives nationales en particulier, est une réalité quotidienne subie par les travailleurs, la population, la jeunesse et les retraités. Cette politique tient lieu de programme économique intangible pour ce gouvernement comme pour tous ses prédécesseurs. Mais quand en bas on ne peut plus vivre comme avant et qu'en haut on ne peut plus gouverner comme avant, cela signifie qu'on entre dans une période où la marmite est sur le point d'exploser. Les jours de ce régime sont comptés.

Wladimir Susanj, 18 octobre 2014

Pour l'annulation des dettes publiques et privées des travailleurs !

Par nos camarades du G.S.I. (Groupe Socialiste Internationaliste)

Depuis 2007 et l'éclatement de la bulle spéculative des subprimes, pas un jour ne s'est écoulé sans que les médias ou les partis politiques bourgeois ne reviennent sur le poids « insupportable » de la dette et sur l'impérieuse nécessité de remettre en cause les salaires, les conditions de travail, les services publics, la protection sociale. En France, le récent dépassement du seuil « symbolique » des 2 000 milliards d'euros de dettes publiques n'a pas dérogé à la règle et a été l'occasion de marteler ad nauseam que l'austérité était la seule issue possible à la crise.

À l'origine des dettes

Ainsi, les travailleurs seraient coupables de gabegie, de s'accrocher aux bénéfices de leurs droits conquis, de vivre à crédit. Quel cynisme, lorsque que l'on sait que la croissance exponentielle des dettes n'est que le résultat de la mainmise des marchés financiers sur le financement des États depuis trente ans et des 5 000 milliards d'euros injectés depuis 2007 pour repousser l'effondrement de l'économie mondiale.

Ces sommes folles sont devenues, au fil du temps, une véritable rente. En France, pour la seule année 2014, pas moins de 45 milliards d'euros ont été reversés aux marchés financiers sous forme d'intérêts, cette fameuse « charge de la dette », dont le montant équivaut aux sommes perçus par l'impôt sur le revenu ! Depuis 1973, plus de 1 500 milliards d'euros ont ainsi rejoint la poche des capitalistes.

La dette de la protection sociale, qui s'élève à plus de 130 milliards, est quant à elle le fruit du pullulement des aides et des exonérations de cotisations sociales pour le patronat. En 2013, ces sommes dépassaient les 220 milliards d'euros, c'est-à-dire autant de baisses

des prestations et de la qualité des services publics et de hausse des cotisations et des impôts.

Enfin, la dette privée des travailleurs a triplé en vingt ans, passant de 280 milliards d'euros en 1990 à 940 milliards en 2010. La raison en est simple : le gel des salaires et la spéculation immobilière a contraint les travailleurs à emprunter davantage. La non-compensation de l'inflation depuis trente ans est telle que les salaires devraient être aujourd'hui 20 à 30 % plus élevés. Au total, ce sont plus de 1 500 milliards d'euros qui ont ainsi été transférés des salaires aux profits depuis 1982.

Des dettes 100 % illégitimes

Nul besoin d'un audit « citoyen » ou d'un référendum « populaire » pour se convaincre que les travailleurs sont victimes d'un braquage à vaste échelle organisée par les capitalistes eux-mêmes, avec la complicité des partis politiques institutionnels. Ces dettes sont bien à 100 % illégitimes ! Elles ont été créées pour les besoins capitalistes et n'ont pas vocation à être remboursées.

La seule réponse que nous devons opposer est celle de l'annulation pure et simple, sans conditions, de toutes les dettes publiques et privées des travailleurs. Ce mot d'ordre est aujourd'hui clairement saisissable par les travailleurs et les populations, comme en témoignent les slogans avancés dans les manifestations en Grèce, en Espagne, en Argentine, ou plus modestement dans l'écho que rencontre la campagne pour l'annulation que mène le GSI depuis deux ans dans les boîtes et les universités où nous sommes présents.

L'exemple le plus flagrant est sans nul doute celui de la guerre. Alors que les caisses de l'État seraient vides, que le gouvernement taille dans les dépenses de santé, d'éducation ou de culture, il débloque des centaines de millions d'euros pour financer des interventions impérialistes au Mali, en Libye, en Côte d'Ivoire ou plus récemment en Irak. Lier ces trois aspects de l'austérité, de la dette et des incursions militaires met à nu le cynisme de la bourgeoisie qui n'hésite pas à sacrifier des milliers de vie sur l'autel de sa survie.

Unité pour l'annulation des dettes !

Revendiquer l'annulation de la dette, c'est s'attaquer directement aux arguments avancés par la bourgeoisie pour imposer l'austérité et le démantèlement de nos droits conquis en France comme ailleurs. En cela, ce mot d'ordre est fédérateur et peut devenir un fer de lance des mobilisations de masse qui ne manqueront pas de se produire dans la période que nous traversons actuellement.

Avancer ce mot d'ordre est l'occasion pour nous d'être offensif et d'avancer notre projet politique, celui de la rupture avec le capitalisme, pour la construction du socialisme.

Le 19 octobre 2014
Groupe Socialiste Internationaliste



Inondations dans l'Hérault

Dégât des eaux ?

Du 18 septembre au 12 octobre, le département de l'Hérault a connu une suite d'épisodes cévenols qui ont causé des dégâts considérables que le Conseil général a évalués à 50 millions d'euros. Le 18 septembre, le ruisseau Le Bitoulet, qui traverse la station thermale de Lamalou-les-Bains au nord ouest du département, gonflé par des pluies diluviennes, sortait de son lit après avoir été retenu par un embâcle dévastant tout sur son passage, il causait la mort de quatre personnes. C'était le début d'un scénario catastrophe.

Le 29 septembre, l'agglomération de Montpellier a connu à son tour un épisode cévenol particulièrement violent, le Lez petit fleuve côtier et son affluent la Mosson qui traversent Montpellier et les communes limitrophes de Juvignac (8000 habitants) et Grabels (7000 habitants) ont débordé, dans cette dernière localité le maire a comptabilisé plus de 200 familles sinistrées soit 10% de la population, la plu-

Frédéric Garcia, maraîcher à Mauguio, petite ville de 17000 habitants au sud-est de Montpellier, estime que cette pluviométrie n'est pas une fatalité : «C'est un torrent qui s'est abattu sur nous. Si les fossés étaient entretenus normalement, si la Jasse (le cours d'eau qui passe à côté de chez lui. NDLR) était dimensionnée, on n'aurait pas eu d'eau. Sans compter les travaux de la LGV qui en rajoutent.» (Midi Libre

peur d'eau qui vont buter contre les contreforts du Massif central, dont les Cévennes. Il y a toujours eu des événements cévenols. Ce fut le cas pour Nîmes le 3 octobre 1988 avec 11 morts, pour Aramon le 11 septembre 2002 avec 24 victimes.

Dans un entretien publié par le «Midi Libre» du 30 septembre, Alix Roumagnac, dirigeant de Prédic (1) à Montpellier, répond aux questions du journaliste :

«Autant de pluies, cela n'était plus arrivé depuis combien d'années ?

En termes de météorologie, c'est arrivé à plusieurs reprises. Mais la région de Montpellier n'avait pas connu un tel épisode depuis longtemps. Or, dans des zones très urbanisées, les conséquences sont tout de suite plus lourdes.

Quatre vigilances orange en trois semaines, c'est exceptionnel ?

On peut le dire. Car ce début d'automne est effectivement très chargé. Il rappelle celui de l'année 1958 où les météorologues ont observé un même enchaînement d'événements.»

En 20 ans, les surfaces imperméabilisées ont été multipliées par trois dans l'agglomération de Montpellier, béton et goudron rendent les inondations plus violentes. Rien à voir avec un changement climatique, mais plutôt avec la spéculation foncière qui conduit au bétonnage et au goudronnage tout azimut et parfois à la construction sur des zones inondables comme ce fut le cas en Vendée à la Faute-sur-Mer ou le maire est en procès ces derniers jours.

**Jean-Baptiste Carrier,
19 octobre 2014**

(1) : Filiale de Météo-France



Lamalou-les-bains

part des rues sont endommagées, 39 logements sociaux sont complètement détruits.

Trois hectares de goudron

Un habitant de Juvignac, Marceau Barreau, 80 ans, a livré ses réflexions au journal «Midi Libre», le 1^{er} Octobre : «ça fait quarante ans que j'habite là, ça fait deux fois que je vois ça et la première fois c'était il y a une vingtaine d'années [...] Avant, ici, c'était des terres, des vignes. Ça alimentait les nappes phréatiques. Maintenant, il y a un lotissement et un supermarché qui fait trois hectares de goudron.»

2 octobre)

En ce qui concerne Montpellier, qui a déjà connu un même épisode pluvieux le 22 septembre 2003, on peut lire dans le «Midi Libre» du 1^{er} Octobre ces propos de Frédéric Decker, météorologue à Météo News : «Avec une ville deux fois plus grande qu'il y a 50 ans, les dégâts seront importants. Montpellier a été touchée par un phénomène rare amplifié par le ruissellement sur des sols bitumés et peu de vent. Mais on ne peut pas parler de dérèglement climatique»

Ces événements de type Cévenol sont liés au fait qu'au début de l'automne, la Méditerranée reste relativement chaude et crée des dépressions riches en va-

Dossier : Décentralisation Acte III

La décentralisation, la réforme territoriale et l'Europe du Capital

L'Acte III de la décentralisation a été officiellement lancé 2013 sous la présidence de François Hollande mais a été initié dès 2010 par Nicolas Sarkozy, avec la réforme des collectivités territoriales qui permet la création d'une nouvelle structure pour les zones urbaines, la "métropole" et la possibilité pour des départements ou des régions de fusionner, ainsi que des dispositions visant au renforcement et à la simplification de l'intercommunalité, avec pour objectif de voir l'ensemble du territoire couvert par des structures intercommunales (EPIC).

En 2010 la « gauche parlementaire » s'était opposée à la réforme territoriale et s'était prononcée pour son abrogation en cas de retour au pouvoir. Aujourd'hui elle accélère au contraire le processus !

La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPAM) adoptée en janvier 2014 renforce ce principe et va au-delà en contractualisant les politiques publiques grâce à deux outils de gestion, le chef de filât (collectivité cheffe) et la délégation de compétence, en s'appuyant sur un levier de décision stratégique, la CTAP (Conférence territoriale de l'action publique).

La suppression de la taxe professionnelle

Les deux autres projets de loi fondent la « réforme territoriale » avec pour objectifs de fusionner les régions existantes, de supprimer l'échelon départemental au profit des métropoles et de l'intercommunalité (ces deux projets de lois sont : la loi relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral et la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République).

Il n'est d'ailleurs pas anodin que les trois lois de l'acte III n'abordent pas ou peu le sujet des ressources, il n'est en tout cas jamais fait mention de la fiscalité locale. La suppression de la taxe professionnelle fait reposer l'essentiel des ressources fiscales des collectivités sur les ménages (pour les villes).

Ces contre-réformes visent à dépecer la nation telle qu'instaurée par la Révolution française au profit de « l'Europe des régions », à éclater la République en « métropoles » concurrentes instaurant des droits différents. Son application va remettre en cause tous les



le "projet Hollande"

principes d'égalité dans l'accès aux services publics nationaux. Il va accélérer leur privatisation sous toutes ses formes, privatisation déjà bien engagée, malheureusement : La poste, EDF-GDF etc.

A l'origine du marché unique en Europe et de la régionalisation

L'initiative de ce projet revient à L'Assemblée des Régions Frontalières Européennes (l'ARFE), qui pour cela s'appuie sur un document européen : la convention-cadre sur la coopération transfrontalière ou charte de Madrid. A partir des années 60, l'ARFE impulse une grande politique d'aménagement du territoire pilotée par les organes du

Conseil de l'Europe : environ 160 régions frontalières (ou euro régions) sont identifiées, qui doivent dans un premier temps procéder à des coopérations transfrontalières et interrégionales renforcées.

Dans un deuxième temps, dans l'optique de créer un marché économique unique, les barrières frontalières seront levées, ce qui permet d'approfondir les échanges (économiques, technologiques, les transports, mais aussi de favoriser l'uniformisation administrative et fiscale). La régionalisation que les Français avaient déjà refusée à de Gaulle, le 27 avril 1969 et qui nous fut imposée par Mitterrand-Mauroy-Le Pors en 1982 constituait en réalité cette première avancée stratégique pour réaliser l'Europe des régions au service des ac-

Dossier : Décentralisation Acte III

tionnaires, des marchés financiers par le désengagement de l'Etat et l'ouverture aux relations transnationales à l'image de la région SARLORLUX (Sarre, Lorraine, Luxembourg) mise en place en 1985.

« organisation décentralisée de la République »

Le 17 mars 2003, l'article 1 de la Constitution est modifié, ouvrant une brèche dans le processus d'éclatement de la République en consacrant le principe d'une « organisation décentralisée de la République. « Cette loi permet la mise en place du GECT «Eurodistrict Strasbourg- Ortenau » (composé aujourd'hui de 79 communes allemandes et françaises). Depuis 2003, le GECT a acquis la personnalité juridique et, de fait, ne dépend plus du Conseil de l'Europe mais de l'Union européenne.

Mais le maintien d'un cadre national et de ses lois qui protègent les citoyens et les salariés demeurent des obstacles pour le libéralisme. Ce n'est pas encore assez au goût des capitalistes...

Aujourd'hui, ces lois de décentralisation, cet arsenal constitué par l'Acte III s'approprient à faire voler en éclats le cadre national, garant de l'égalité de traitement et d'accès aux services publics des citoyens sur son territoire.

Renard libre dans un poulailler libre

La métropole est le fer de lance de cette contre-réforme : cette nouvelle entité territoriale instaure une profonde re-définition du cadre administratif dont le but est à terme, de faire disparaître les communes et les départements, voire les régions, pour les remplacer par de grandes zones compétitives ouvertes à la concurrence, et aux exigences du marché européen et du marché mondial « renard libre dans un poulailler libre, » selon l'image de Trotsky au sujet de l'Impérialisme. La métropolisation du territoire français, est une désorganisation du territoire national, dans la mesure où elle oppose des zones considérées dignes d'intérêt économique —

qu'elle privilégie— et des territoires ruraux laissés à la marge, espaces en déshérence, dans la mesure où toutes compétences peuvent lui être attribuées, dans la mesure où elle ne respecte plus le cadre national, (« les euro-métropoles comme Lille ou Strasbourg pourront exercer leurs compétences au-delà de leurs frontières nationales").

La contre-revolution capitaliste dans les territoires, pour la préservation du taux de profit

Cette contre-réforme que constitue l'Acte III de la décentralisation, si elle aboutit, achèvera la contre-révolution capitaliste dans les territoires. Tout est donc entrepris pour que l'Union européenne soit l'espace où se livreront sans aucun frein les appétits capitalistes au cœur des projets contenus dans les traités nord-américains (UE- Canada et UE- Etats Unis), dont la signature est actuellement précisément en débat – pas auprès des peuples, bien sûr. Pour être clair et précis : c'est en réalité le but recherché dès le départ de la « construction européenne », ni plus ni moins.

Tous ces projets mis en place par les gouvernements successifs, de droite comme de gauche constituent un véritable déni de démocratie et la régression sociale pour l'ensemble de l'Europe, dans l'objectif à peine masqué d'écraser la résistance ouvrière pour la préservation du taux de profit capitaliste.

Il n'y a pas d'autre voie, dans l'intérêt des classes ouvrières et des peuples que l'abrogation de tous les traités, de Maastricht-Rome-Amsterdam etc. et l'abrogation de toutes les lois de décentralisation qui en sont les conséquences, depuis celles de 1982-1983 et jusqu' à l'Acte III !

**Rupture avec l'UE, ses institutions, ses directives !
Pour Une Europe unie des travailleurs et des peuples !**

Julie Charmoilleaux, octobre 2014



Intercommunalité forcée : notre position

Nous exigeons, avec une majorité les maires et les conseils municipaux « le retrait des SDCI (schémas départementaux de coopération intercommunale), l'abrogation de la réforme territoriale et le retour à la libre administration des communes avec les moyens financiers de l'exercer.

Nous appelons à rejeter l'intercommunalité forcée que les préfets veulent imposer au nom d'une réforme territoriale repoussée par la grande majorité des communes et de la population. Nous appelons à refuser la disparition des syndicats de communes qui ont permis de financer les écoles (RPI), de gérer l'eau ainsi que de nombreux services à la population.

Nous refusons la suppression accélérée des postes de fonctionnaires territoriaux : sans eux, le service public ne serait pas assuré.

Nous rejetons les augmentations d'impôts découlant du regroupement des communes à travers lesquels on voudrait faire payer à la population une dette dont ils ne sont pas responsables !

Attachés à la préservation de la commune, socle de la République une, indivisible et laïque, nous rejetons les plans de l'Union européenne qui veulent dissoudre les communes dans des agglomérations et des métropoles.

Nous refusons « la rationalisation de la carte intercommunale » qui est en réalité la disparition de la libre administration des communes.

Nous appelons les élus à refuser de soumettre la population à la dictature des marchés et de leurs agences de notation.

**Abrogation de toutes les lois de décentralisation !
Non au désengagement financier de l'Etat
Défense des services publics, renationalisation de tous ceux déjà privatisés !**

Misère en France

Précaires de tous les pays, unissez-vous !

Précarité, pauvreté, exclusion...autant de termes pour désigner un ensemble de situations individuelles et collectives qui ont, hélas, aujourd'hui le vent en poupe. A défaut de définition unique et consensuelle de la précarité et de la pauvreté, nous nous contenterons volontairement de la définition officielle de la pauvreté selon l'Union européenne qui précise que sont pauvres les personnes dont les ressources matérielles, culturelles et sociales sont si faibles qu'elles sont exclues des modes de vie minimaux acceptables dans l'État membre où elles vivent.

Précarité et pauvreté touchent toutes les dimensions de la vie quotidienne : logement, santé, éducation, emploi...et les chiffres, même s'ils n'en donnent qu'une vision parcellaire, parlent néanmoins d'eux-mêmes :

803€ pour une personne seule, c'est le seuil de pauvreté en France, un montant quasiment identique à celui de l'allocation versée aux personnes handicapées.



exemple mais d'autres mériteraient de figurer), est le grand gagnant de cette politique généreuse ! L'indécence de cet « effort considérable » (Marisol.Touraine), n'a d'égales que les déclarations scandaleuses et abjectes d'un nouveau ministre de l'économie parlant de l'illettrisme des ouvrières d'un abattoir, sans parler du qualificatif de « sans dent » prêté au locataire de l'Elysée quand il parlerait des pauvres...

Entre 5 et 8 millions de pauvres

Entre 5 et 8 millions de pauvres avec une augmentation de près d'un million et demi en 12 ans dont les jeunes et les seniors constituent le gros des « troupes », avec une répartition inégale selon les catégories sociales : 10% des employés, 8% des ouvriers sont pauvres contre 2% des cadres supérieurs et ce sont près de 6 millions de personnes qui ne (sur)vivent qu'avec les minima sociaux. Les « nouveaux pauvres », apparus selon la terminologie officielle au début des années 80, et qui sont dans leur grande majorité des travailleurs précaires, se sont accrus de près d'un million depuis 2008 faisant grimper le taux de pauvreté à 14,3% de la population.

L'élection d'un président dit socialiste, en 2012 annonçait, pour quelques esprits candides, la fin des inégalités et une plus grande justice sociale. Le candidat Hollande n'avait-il pas fustigé le monde de la finance en le désignant comme son principal ennemi ? Deux ans plus tard qu'en est-il de ce fameux changement, slogan de campagne, qui devait sonner le glas de l'exploitation des masses laborieuses ? En guise de

réponse contentons-nous de poser une simple question : Pour aller à gauche c'est par où ?

La politique de rigueur et d'austérité, qui n'ose dire son nom, menée par le tandem Gataz-Valls, sous le regard complice et complaisant de Hollande, a quant à elle sonné le glas des promesses de campagne.

Les choix, dictés par les milieux financiers et le remboursement de la dette inique, sous le prétexte fallacieux de faire des économies et réduire le déficit, ont été faits et se résument eux aussi à l'aide de quelques chiffres :

40 milliards pour les patrons du CAC 40

40 milliards pour les entreprises du CAC 40 sous le fallacieux prétexte de créer des emplois, à l'instar des sommes déjà offertes au patronat depuis 30 ans avec les résultats que l'on constate au vue de la courbe du chômage, à mettre en parallèle avec les coupes budgétaires sur les salaires, retraites et hausses diverses et variées.

Les réponses données en matière de lutte contre la précarité sont sans nul doute à la hauteur des enjeux, puisque, avec une hausse de 8€, le minimum vieillesse (pour ne prendre que cet

La bourgeoisie de droite ou de gauche...

On le voit, la bourgeoisie de droite ou de gauche n'a que faire de la précarité puisque l'une et l'autre rivalisent d'incapacité pour la combattre. Le pauvre, nouveau, ancien ou en devenir, coûte cher à la collectivité et semble apparaître davantage comme le responsable de sa situation que victime d'un système basé sur l'exploitation. En ces temps d'économies et d'efforts, le précaire en voie de paupérisation doit encore plus se serrer la ceinture. Que ce soit au niveau national que départemental ou régional, les fonds de secours, et notamment les aides à la subsistance et aux impayés d'énergie et de loyer, sont revus à la baisse selon le vieux principe qu'il vaut mieux aider moins pour aider davantage de monde...Une logique purement comptable qui pousse un peu plus les précaires dans la pauvreté. Comment garder un logement lorsqu'on ne peut plus le payer, et comment continuer à se chauffer lorsque les prix de l'énergie ne cessent d'augmenter et que les aides sociales sont en chute libre ?

Mais cela ne suffit pas ! Le précaire, avec son contrat de travail à temps non

Misère en France

complet ou son allocation du RSA, le chômeur qui tarde à retrouver un emploi....sont coupables !

Et des pauvres qui coûtent cher !

Après avoir échoué à inverser la courbe du chômage, Hollande et son équipe de choc a choisi de désigner à la vindicte populaire les profiteurs de l'assurance chômage, ces faux demandeurs d'emploi se complaisant dans leur situation, mais aussi ces fraudeurs des minima sociaux et de l'assurance maladie. Diviser pour mieux régner la recette est bien rodée, et encore plus si la division s'opère entre celles et ceux qui n'ont rien face à leurs congénères qui en ont un peu plus et ont peur de basculer.

Comme on ne peut aimer tout le monde, le sinistre premier ministre polyglotte a quant à lui fait le choix de préférer le monde des exploiters lorsqu'il annonce « j'aime l'entreprise ». Les pauvres ? Les associations caritatives et les bénévoles (faussement) désintéressés du show business, ces « enfoirés » institutionnels, sont là pour s'en occuper, mais en omettant de dénoncer les causes réelles de cette précarisation et de cet accroissement de la pauvreté au risque de faire prendre conscience à ce sous-prolétariat de sa condition de classe.

L'incapacité des gouvernements successifs à régler la question de la pauvreté cache difficilement le choix de société sous tendu par ces politiques libérales : sacrifier une part de plus en plus importante de la population pour mieux faire admettre les reculs successifs (droit du travail, de l'assurance maladie, des retraites...) par celles et ceux qui ont la « chance » d'avoir de petits boulots.

Précaires de tous les pays unissez-vous ! Tel devrait être le mot d'ordre des centrales syndicales et des partis politiques encore restés à gauche, tout en œuvrant pour un changement radical de politique mais également de régime. Est-ce trop demander aux défenseurs d'une 6ème république et autres « frondeurs abstentionnistes » ? La lutte contre la précarité et son corollaire la pauvreté n'a rien à attendre du choix des urnes.

Txomin Ravachol, 18 octobre 2014

La prolifération des contrats précaires dans l'Education Nationale

L'Etat et plus particulièrement l'Education Nationale est le plus grand pourvoyeur de travail précaire. Il recourt massivement à des contrats précaires de droit public (contractuels, vacataires, AED, AVS, AESH), et de droit privé EVS (CUI-CAE). Nous assistons aujourd'hui à une multiplication de statuts différents avec un élargissement progressif de missions polyvalentes : aide administrative, appui éducatif, gestion du BCD (centre de documentation), aide à l'utilisation des nouvelles technologies, accueil des personnes se présentant à l'école, suivi des élèves absents, surveillance dans la cour de récréation et dans les classes, extensions à l'accueil des élèves en situation de handicap, accompagnement des sorties scolaires, aide aux enseignants dans les activités pédagogiques, à la vie scolaire en sens large.

Arbitraire et abus

Ces missions pourtant indispensables au bon fonctionnement des écoles sont trop mal définies et ont tendance à se généraliser, laissant la porte ouverte à des abus de la part des directeurs. La possibilité de CDIisation des AVS à été annoncée l'été 2013 par le Ministre de l'Education Nationale (décret du 27 juin 2014). Cette mesure constituait une avancée dans la voie de la professionnalisation. Cependant le décret ne concerne pas les accompagnants en contrat aidé, c'est à dire, plus de la moitié des effectifs. De nombreux AVS qui ont travaillé pendant 6 ans, ne sont pas passés à la CDIisation de manière automatique comme l'avait promis l'Éducation Nationale.

70 000 précaires dans les écoles

Cette dernière trouve toujours le moyen de renvoyer à la case Pôle emploi d'innombrables AVS ainsi que d'autres qui arrivent à plus de 5 ans d'ancienneté qui sont éliminés préventivement. Cette année, plusieurs d'entre eux n'ont pas été reconduits sous le nouveau contrat AESH. Certes le CDI apporte une certaine sécurité de l'emploi, cependant cela ne change strictement rien au statut précaire. Aujourd'hui plus de 70 000 personnels précaires exercent dans les écoles. La plupart des travailleurs font entre 20h et 24h hebdomadaires, pour des salaires oscillant entre 593 et 850 euros par mois.

Avec ces contrats précaires, nous constatons depuis plusieurs années que quand la précarité s'installe, elle s'installe durablement. Ainsi, les AESH et EVS ont des salaires en-dessous du seuil de pauvreté, aucune indemnité de fin de contrat pour les CUI-CAE. Les temps de formation obligatoires non rémunérés et non récupérés, non préalables à la prise de poste, ni reconnus ni valorisés, ces formations inadaptées aux postes n'ont pour seul but pour l'administration que de se protéger légalement. Il y a donc absence d'une véritable formation, pas de remplacement en cas d'absence. De plus beaucoup de précaires travaillent 24h et même 26h payées 20h pour les CUI/CAE. Les nouveaux AESH en CDI sont à temps partiels imposés pour tous. Il existe la peur récurrente, en fin de contrat, de ne pas être renouvelé. Unité pour en finir avec le travail précaire !

Ada Degert, 16 octobre 2014

Moyen-Orient

Le peuple Kurde face à la barbarie

Les médias sont remplis de descriptions sur la barbarie, tout à fait avérée, du groupe intitulé E.I. (Etat islamique) ou Daech, acronyme arabe. Ce groupe de fous furieux fanatiques d'Allah n'a rien à envier aux pires acteurs des guerres de Religions qui ont ensanglanté la France et l'Europe centrale au XVIe et XVIIe siècles. Mais il faut le dire d'emblée : ils ne sont en rien anachroniques, ils sont le sous-produit macabre de la décomposition impérialiste elle-même. A l'heure où nous bouclons, le sort de Kobané n'est pas réglé. Mais quels que soient les prochains événements, ils ne sauraient infirmer notre diagnostic.

Ce sont les cercles dirigeants des différents émirats « de casino », Qatar, Koweït, Abu Dhabi, et le royaume wahhabite d'Arabie qui ont construit ces groupes terroristes d'obédiences diverses. Ils sont l'incarnation de la réaction la plus noire, à l'époque de l'impérialisme, lui-même qualifié de « réaction sur toute la ligne » par Lénine. En aucun cas ces manigances contre les peuples du Moyen Orient (et d'ailleurs) ne pourraient connaître un début de succès sans l'aval et la complicité des impérialismes majeurs pour qui, au-delà des déclarations hypocrites les posant en pseudo défenseurs de la civilisation des Lumières, etc, la guerre contre les peuples et les classes opprimées reste le souci principal, comme condition à la survie de leur système économique et de leur société générant la barbarie, dont Daech est un avatar sanglant.

Après les arméniens, les kurdes

En 2003 l'agression éhontée de Bush contre l'Irak a ouvert la boîte de Pandore de la désagrégation des Etats issus du partage par la Société des nations (SDN), ancêtre de l'ONU, en 1920 au traité de Sèvres, des ex-territoires non turcs de l'Empire ottoman défait en 1918. L'Irak et la Syrie respectivement sous mandat anglais (comme la Palestine et la Jordanie) et français (comme le Liban) ont été découpés de manière à ce que les millions de Kurdes (plus de 40 aujourd'hui) soient éclatés entre 4 Etats (Iran, Irak, Syrie, Turquie)

après que le traité de Breteuil leur a laissé espérer l'indépendance vite retirée à Lausanne en 1923. Le gouvernement turc, membre de l'OTAN, membre de la coalition autour des Etats-Unis contre Daech, reste de l'autre côté de la



Recep Tayyip Erdoğan

frontière syrienne, en terre kurde des deux côtés de la frontière à 500m des lieux de massacres perpétrés par les fous de Dieu contre le peuple kurde de Syrie. Un dessin satirique paru dans la presse française montre des commentateurs à la frontière turco-syrienne dont l'un dit : « Les Turcs font des progrès. maintenant ils pratiquent le génocide

par procuration » (référence au génocide des Arméniens en 1915 sans procuration). En effet, rien n'obsède plus Erdogan, mufti politicien de bazar, Bonaparte de souk, que de voir reflourir le PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan qui se réclame du marxisme, de part et d'autre des Kurdistans de Turquie et de Syrie. Il préfère voir les Kurdes exterminés par les nazis en djellaba qui assiègent Kobané et pour cela, empêche les Kurdes massés en Turquie de franchir la frontière pour secourir leurs frères.

Tous complices

Pour avoir un peu de recul, examinons le tableau des forces en présence : le bourreau du peuple syrien Assad, n'a jamais envoyé une bombe sur Daech. Le peuple syrien,

quelle que soit la composante politique luttant contre Assad ne reçoit aucun soutien ni ravitaillement militaire sérieux des hypocrites de Washington, Londres et Paris, alors même que le dictateur de Damas lâche des bombes en barils sur Alep et les villes et villages contrôlés par les insurgés. Les fous du Califat ont pris en Irak sans coup férir Mossoul, deuxième ville du pays, désertée par l'armée officielle irakienne à majorité chiite qui craignait pour sa peau et a abandonné le formidable matériel de guerre fourni par Washington et dont l'E.I. se sert maintenant contre les Kurdes, les Yezidis, etc. Les Kurdes de Syrie et la branche syrienne du PKK ont sauvé, eux et eux seuls, les Yezidis dans les montagnes



Bachar el-Assad et Vladimir Poutine



Retrait de Turquie de troupes du PKK en 2013

du Sinjar alors que les troupes de Daech voulaient les exterminer jusqu'au dernier car les Yezidis ne sont ni musulmans ni chrétiens mais zoroastriens, et donc hors religions du Livre. Mais comme Washington a placé le PKK en tête des organisations terroristes, aucun soutien militaire ne leur a été apporté. Il y a toujours collusion Obama-Erdogan sur le fond : pas de patrie pour les Kurdes (ni d'ailleurs pour les Palestiniens de par la collusion Obama-Netanyahou). Quant à Hollande, il apporte son petit couplet au discours d'Erdogan, qui réclame une zone tampon en Syrie le long de la frontière avec zone d'exclusion aérienne : ainsi les Syriens non massacrés seraient désarmés, permettant à l'opresseur turc de parvenir à ses fins vis à vis du PKK ; et comme Assad et Poutine vont hurler au casus belli en cas d'interdiction de survol d'une partie du territoire syrien, aucun des gouvernements ne veut vraiment modifier le statu quo.

Le cynisme des impérialismes

Ce qui est particulièrement insupportable, outre le martyre du peuple syrien et de sa composante kurde, c'est de voir tous ces gouvernements cyniques se parer de la panoplie des chevaliers blancs défenseurs des Droits de l'Homme, essayant de faire croire à leurs peuples que des missiles vont anéantir Daech et que hormis Assad et l'E.I., il n'y a que d'honorables personnalités politiques avec qui il convient de négocier. Le tableau ne serait pas complet sans mentionner l'Iran, protecteur d'Assad via le Hezbollah libanais et les

pasdarans (« gardiens de la révolutions chiite »). Le paradoxe est qu'Iran et Etats Unis se rapprochent par rapport à l'E.I. sunnite sous l'œil un peu inquiet d'Israël. Les ayatollahs ne veulent pas non plus que « leurs » Kurdes s'unissent à leurs frères. Quant au gouvernement autonome d'Irak il est bien trop occupé à compter les royalties du pétrole

comme un vulgaire émir, et à faire de juteuses affaires avec Erdogan, son voisin du nord, plutôt que de prêter main forte aux Kurdes syriens.

Pour la clarté

Dans une situation relativement complexe à analyser, certains ont vite opéré des amalgames et des confusions. Comment peut-on demander aux impérialistes de ne pas être... impérialiste et de donner des armes aux Kurdes ou de bien vouloir rayer le PKK de liste noire des organisations terroristes. Il semble que la direction du NPA se soit emberlificotée dans ce type d'appel, si l'on en juge par la position officielle de ce parti. Ne voit-elle pas que face à l'E.I. Washington fait dans la dentelle en dosant les lâchers de bombes ? De même, les trotskystes que nous sommes n'amalgament pas l'Etat théocratique iranien et la révolution du peuple d'Iran

de 1979 coiffée et cornaquée par les religieux, et nous ne saurions donc avoir la moindre complaisance avec les Ayatollahs qui, eux aussi, se liguent avec le « Grand Satan » contre les kurdes !

Oui il faut des armes pour les Kurdes mais le rôle de l'avant-garde n'est pas celui de courtier auprès des Etats-Unis et consorts ni de monsieur bons offices ! C'est au mouvement ouvrier et démocratique et à lui seul de venir en aide efficacement au peuple kurde lequel a le droit de se procurer les armes par tout moyen à sa convenance.

Bas les pattes devant le peuple syrien ! Droit inconditionnel du peuple kurde à se défendre ! Vive la résistance kurde et ses organisations !

A bas les barbares criminels d'E.I. et leurs sponsors des Emirats ! A bas Erdogan et son régime ! A bas Assad le boucher ! A bas l'impérialisme et ses alliés ! Troupes impérialistes hors du Moyen-Orient !

Mohand Kebaïli 17 octobre 2014

N.B. : à propos d'amalgames et de confusions, de quel droit et avec quels critères le gouvernement français peut-il mettre dans le même sac des fanatiques du Djihad et des jeunes issus de l'immigration qui s'engagent parce qu'ils sont indignés par l'attitude d'Assad et celle des gouvernements occidentaux ?



Argentine

Pour une seconde indépendance

Dans le cadre de la campagne politique décidée par le Congrès du MST (Mouvement Socialiste des Travailleurs), Alejandro Bodart et Vilma Ripoll – candidats aux élections présidentielles du 25 octobre 2015, précédées par des primaires le 9 août 2015 – parcourent l'Argentine de meetings en réunions publiques. Ce fut d'abord Buenos Aires puis les principales villes de ce pays, grand comme cinq fois la France : Mendoza, Rosario, Cordoba. Voici des extraits du discours d'Alejandro Bodart à Cordoba.

Le gouvernement dit être fier car il aurait, prétend-il, fini avec la faim, la misère et la marginalité. Mensonges ! Dans la dernière décennie des millions de dollars provenant de la vente du soja sont tombés dans les caisses du pays mais l'essentiel a servi à payer la dette extérieure. Aujourd'hui nous devons presque le double de ce que nous devions. Rien pour le peuple, voilà pourquoi le kirchnerisme, qui a su attirer la sympathie d'une partie des travailleurs et de la jeunesse, commence à perdre l'adhésion de ces mêmes secteurs qui jusque-là lui faisaient confiance.

Le kirchnerisme finit comme il a commencé avec des poches de pauvreté et le retour du chômage. Il ne peut même pas brandir le drapeau des Droits de l'homme. Il a non seulement criminalisé la protestation sociale mais il existe aujourd'hui des gens emprisonnés pour avoir manifesté.

L'issue est à gauche

Nous sommes convaincus que seule la gauche anticapitaliste, anti-impérialiste, éco-socialiste, peut sortir le pays de la crise, en s'en prenant aux intérêts des capitalistes et en résolvant les problèmes du peuple travailleur.

Un programme pour les travailleurs

Alors on nous pose la question : « La gauche pourra-t-elle gouverner ? Parce que vous êtes très dur, il y a des craintes sur les mesures que vous pourriez prendre, vous êtes contre la propriété privée... » Je réponds à ce travailleur, à ce petit commerçant, à cet employé, qui ont peur que la gauche ne leur enlève le peu qu'ils possèdent, qu'aujourd'hui, s'ils courent le risque de perdre leur auto, leur maison, leur emploi et tout ce qu'ils possèdent, ce n'est



Alejandro Bodart

pas par la gauche mais par le capitalisme.

En fait, la gauche est la seule qui puisse garantir à chaque travailleur, à la classe moyenne, une maison, une voiture et ce qu'ils faut pour vivre dignement. Seule la gauche a un programme pour résoudre les problèmes.

Nous pourrions résoudre complètement le problème du chômage. Celui des licenciements en les interdisant par la loi. Et si une quelconque entreprise ne peut supporter le coût de ses travailleurs, l'Etat argentin la nationalisera pour garantir la source de travail et la mettra au service de la production nationale. C'est impossible ? Ils veulent se retrouver aux mains du patron yankee de Lear ? Qu'ils y aillent ! Qu'ils s'en aillent ces groupes multinationaux. Cela ne nous pose aucun problème. Au contraire, s'ils s'en vont nous ne nous en porterons que mieux et nous mettrons la production au service de notre pays.

Nous pouvons changer l'Argentine

Ne nous laissons pas tromper par les campagnes qu'ils lancent pour nous faire peur. Ceux qui ont peur ce sont les patrons et les bourgeois qui craignent que, pour une fois, ce soient les travailleurs qui gouvernent, car alors, finie la fête pour eux !

Comment, nous ne pourrions pas ? Aux révolutionnaires de Mai on leur disait aussi, il y a 200 ans, qu'on ne pouvait en finir avec la couronne espagnole. Les puissants mettent toujours en avant l'argument : nous ne pouvons pas. Ce que nous ne pouvons pas, c'est continuer ainsi alors que toutes les richesses partent à l'étranger. Nous déclarerions immédiatement une seconde indépendance et comme pays souverain nous ne paierons plus un peso.

Nous nationaliserons les banques

Nous nationaliserons les banques pour que pas un dollar, pas un « centavo » (centime) ne sortent de ce pays, nous nationaliserons le commerce extérieur, pour que ce ne soient pas les céréaliers et les grands groupes qui fassent ce qu'ils veulent en nous laissant la faim et la misère.

Ils nous disent que sans Monsanto il n'y a pas d'agriculture. Mais c'est justement le contraire : pour Monsanto il y a trop d'agriculture, voilà pourquoi il faut les mettre dehors. Ceci serait une des premières mesures que nous prendrions [...]

S'il y a des gens qui ne veulent pas se consacrer à la politique car ils ne gagneraient alors qu'autant qu'une institutrice, tant mieux. Ces gens ne sont pas des amis du peuple. Ils ne voient la politique que comme une source de profit personnel. Nous n'avons pas besoin de parvenus, ni de patrons, mais de travailleurs dans les charges publiques, dans les assemblées élues, au parlement. Nous avons besoin d'un gouvernement des travailleurs et du peuple. C'est ce qui nous manque. »

Traduction assurée par Paul Dumas,
18 octobre 2014

Bolivie

Troisième mandat pour Evo Morales

Le dimanche 12 octobre la Bolivie votait pour désigner son nouveau président . Les derniers sondages donnaient Evo Morales vainqueur avec 56 % de voix dès le premier tour . Les Boliviens viennent de le porter au pouvoir pour un troisième mandat avec 61 % des voix contre 24 % à son adversaire de centre droit, Samuel Doria Médina.

Cette victoire est avant tout un refus de la majorité des Boliviens de voir les forces réactionnaires revenir au pouvoir : l'ex-président conservateur ne recueille que 9 % des suffrages .

Le bilan des deux mandats de Morales reste toutefois très contrasté . Le taux de chômage qui était de 11 % est tombé à 3 % (selon le gouvernement) et 5 % pour les experts indépendants . Une série d'avancées dans le domaine de la santé , de l'éducation , lui ont acquis une certaine sympathie dans la population la plus pauvre .

Morales a légalisé le travail des enfants !

Malgré une balance commerciale excédentaire (15 milliards de dollars de réserve de change) 40 % de la population vit toujours avec moins de deux dollars par jour. Tout dernièrement a été légalisé le travail des enfants de plus de dix ans, ce qui selon Morales « les aide à acquérir une conscience sociale » (sic), mais la raison cachée reste que leur exploitation (eux qui représentent le cinquième de la population active) aide à maintenir des salaires de misère . La volonté du gouvernement de mettre en place un capitalisme extractiviste, basé sur le développement des exportations de matières premières , a permis une augmentation de l'exploitation des hydrocarbures et des mines et le choix de la culture industrielle du quinoa et du



Evo Morales

soja. Ces choix font que les conditions de travail se détériorent, que le salaire minimum est le plus bas d'Amérique latine (200 dollars), que les agriculteurs s'expatrient vers les grandes villes ou vers les exploitations latifundiaries (immenses propriétés agricoles appartenant à de riches propriétaires) et que les importations alimentaires ont augmenté de 28 % .

Parole non tenue

Qui aurait voulu écouter de près le discours de Morales lors de sa première élection aurait compris que la situation actuelle du peuple bolivien n'a rien de surprenant . Morales annonçait au lendemain de sa victoire : « une transformation radicale de la société et de l'État, mais pas dans une perspective socialiste... il y a un prolétariat minoritaire démographiquement et inexistant politiquement, et l'on ne construit pas le socialisme sans prolétariat » . Affirmation singulière dans le pays qui, en 1953 a connu la seule révolution ouvrière et socialiste de toute l'Amérique latine .

Les contradictions entre les aspirations du peuple bolivien et la politique menée par Morales n'ont pas tardé à mettre en place un cadre de revendications s'opposant à la parole non tenue.

L'abandon de la législation sur les territoires indigènes a provoqué la rupture de la CIDOB (organisation des communautés guarani, partie prenante de la coalition qui a amené Morales au pouvoir), de la CONAMAQ (communauté quechua).

Pour un Parti des travailleurs

La volonté de maintenir à tout prix les comptes publics en excédent a provoqué des conflits importants avec la COB (centrale ouvrière bolivienne, également membre de la coalition électo-

rale de 2002). Le premier conflit en 2010 autour du projet de suppression des subventions sur l'essence, en 2011 sur les revendications salariales, en mai 2013 quand le gouvernement a voulu réformer le système de retraite... La COB et les mineurs de Huanuni appelèrent à une grève générale qui dura deux semaines . Ils furent rejoints par les syndicats enseignants et par celui des policiers , ainsi que par la CIDOB et la CONAMAQ. Les heurts furent très violents, opposant grévistes et forces pro-gouvernementales. Finalement les grévistes durent accepter une partie du plan gouvernemental : départ en retraite avec 70 % du salaire au lieu de 100 % , et pour les mineurs cotiser 35 ans au lieu de 30.

Ces tensions sociales ont amené la COB, en 2013, à mettre en place le processus de formation d'un Parti des Travailleurs, en vue de ces dernières élections .Toutefois, Morales conscient du danger ordonna de doubler la prime de fin d'année, ce qui poussa la burocratie syndicale de la COB à revenir sur la construction du parti .

Morales au bout du chemin

Morales, pour son troisième mandat, va se trouver dans cette contradiction entre les exigences populaires et son modèle économique, sacrifiant aux intérêts capitalistes. Les derniers affrontements, les capacités d'auto-organisation et d'armement populaire laissent penser que le peuple bolivien ne se résoudra pas à de nouvelles attaques gouvernementales. Nombre de boliviens savent que seule la construction d'un parti de classe, indépendant du pouvoir, leur permettra d'accéder à leurs justes revendications .

Francis Charpentier, 18 octobre 2014

Palestine

A Gaza, rien n'a changé

Après cinquante jours de guerre menée par Israël, chien de garde de l'impérialisme au Moyen-orient, un cessez de feu est intervenu. Le bilan de cette sale guerre est impressionnant. Les attaques israéliennes ont fait 2200 morts : 83% des victimes tuées sont des civils, 85% d'entre eux l'ont été dans leurs maisons, 578 enfants ont été assassinés, 260 femmes et 101 hommes étaient des personnes âgées.

Plus de 11000 personnes ont été blessées et 3000 d'entre elles sont handicapées à vie. Si l'on compare la population gazaouie à celle des États-Unis, nous parlerions de 400000 morts et 1900000 blessés. 462000 familles ont tout perdu, 18000 maisons ont été complètement détruites, 41000 maisons sont partiellement endommagées, 1455 écoles, huit hôpitaux et treize centres de santé sont également endommagés.

21 000 tonnes d'explosifs !

L'Etat d'Israël a utilisé 21000 tonnes d'explosifs et des armes interdites : des «dimes», avec du tungstène, de l'uranium appauvri, tout un arsenal afin de tuer le plus possible.

Il a détruit les réseaux d'eau, les réseaux d'assainissement et détruit la seule centrale électrique de Gaza.

Le blocus perdure, l'aide humanitaire, les matériaux de reconstruction n'entrent à Gaza qu'avec le bon plaisir du tueur israélien .



Gaza sous les bombes

La colonisation de la Cisjordanie continue, l'expulsion manu-militari de Palestiniens de leurs habitations est monnaie courante. La construction du « Grand Israël » est en œuvre. Au mois d'août ce sont 400 hectares qui ont été annexés par Israël .

Malgré ce déluge de feu et de haine, le peuple Palestinien a résisté à cette volonté de destruction massive de la part du régime sioniste. Une nouvelle fois ce peuple, que l'on veut détruire, a montré sa volonté de vivre.

Des voix contre la guerre au sein d'Israël

Au sein même d'Israël des voix se sont élevées contre la sale guerre. Ce sont 10 000 israéliens, arabes et juifs, qui ont manifesté à Tel-Aviv en août dernier et ce malgré la répression et l'hostilité d'une partie de la population. Ce sont 43 soldats et officiers de réserve de l'unité 8200, service d'« élite » du renseignement militaire, qui ont refusé de servir et édité un manifeste rendu public où ils dénoncent la persécution politique à laquelle participe leur activité militaire, le contrôle et le régime militaire imposé au peuple palestinien.

Complicité totale de l'Impérialisme

Dans le monde se sont des centaines de milliers de personnes qui ont manifesté contre la barbarie israélienne et pour leur solidarité avec le peuple palestinien . Ces manifestants sont également descendus dans les rues pour dénoncer le silence complice de leurs gouvernements . Un silence obsédant qui permet au régime sioniste de passer au-dessus de toutes les résolutions votées par l'O.N.U, (ce qui donne une idée exacte de l'hypocrisie de ces résolutions et de ceux qui les votent...) et permet aux marchands d'armes de faire des milliards de profits sur le dos du peuple palestinien .Ce sont ces mêmes États qui vont venir financièrement en « aide » à Gaza, tout en sachant que ce sera Israël qui tirera tous les bénéfices financiers de leurs actes barbares.

Le cessez-le feu ne doit pas nous faire croire que le peuple palestinien va pou-

voir accéder à ses revendications. Notre soutien doit se maintenir et s'intensifier.

Intensifier la campagne de boycott de BDS

Nous devons soutenir et participer à la campagne « Boycott Désinvestissement Sanction » (BDS), campagne que mène avec obstination et continuité le comité



Boycott en Pays Basque (BDS)

de Soule au Pays-Basque. Cette campagne qui s'attaque directement aux finances de l'État sioniste montre qu'elle a un écho en Israël, pour preuve le nombre de militants BDS entraînés devant les tribunaux français après plaintes de l'ambassade d'Israël. Toute attaque contre le sionisme devient à leurs yeux de l'antisémitisme. Le gouvernement suédois qui veut reconnaître l'État Palestinien est ainsi lui-même taxé par Israël d'antisémitisme !

Oui aux sanctions contre Israël, libération de tous les prisonniers politiques, solidarité avec le peuple Palestinien ! Rejoignez la campagne de boycott de BDS !

Francis Charpentier
17 octobre 2014

Notes de lecture

«A tous ceux qui ne se résignent pas à la débâcle qui vient», par Laurent Mauduit

Laurent Mauduit, journaliste, co-fondateur de Médiapart vient de publier un livre choc : « À tous ceux qui ne se résignent pas à la débâcle qui vient ». Comme le résume le journal Médiapart lui-même, cet essai est aussi une longue enquête sur des responsables clés du pouvoir socialiste aujourd'hui et une plongée dans leurs débuts en politique, à l'OCI trotskyste, à l'Unef et à la Mnef. Manœuvres et affairisme dominant. Et l'on découvre ainsi comment l'actuel premier secrétaire du PS a, en 1985, usurpé ses titres universitaires.Édifiant.

C'est tout à la fois un essai, un témoignage et une enquête. (Éditions Don Quichotte, en librairie depuis le 18 septembre) Un livre qui affole déjà quelques hauts hiérarques socialistes aujourd'hui au cœur du pouvoir. Essai parce que ce livre analyse «le marasme à nul autre pareil dans lequel la France est enlisée» depuis l'élection de François Hollande. Jamais un président de la République n'aura si brutalement tourné casaque et jeté pardessus bord ses engagements de campagne, au risque de faire exploser son parti et de désespérer l'électorat qui l'a élu.

Livre-témoignage aussi puisque Laurent Mauduit rappelle son passé militant, comme membre de l'OCI, cette formation trotskyste dirigée d'une main de fer par Pierre Bousset-Lambert, et comme dirigeant de l'Unef au milieu des années 1970. Ce témoignage personnel est ainsi le début d'une longue enquête sur plusieurs dirigeants socialistes d'aujourd'hui croisés au tournant des années 1970 et 1980. Jean-Christophe Cambadélis est l'un de ces personnages clés, tout comme Jean-Marie Le Guen (dont on apprend qu'il a fait ses premiers pas en politique au GUD) ou Manuel Valls. (Source Médiapart)

Les diplômes usurpés de Jean-Christophe Cambadélis, par Laurent Mauduit

Source : Médiapart

17 septembre 2014

À l'origine de ces itinéraires, il y a bien sûr l'OCI, dont Cambadélis fut l'un des piliers avant de passer avec plusieurs centaines de militants au PS, mais il y a aussi le syndicat étudiant Unef – dont Cambadélis fut le président jusqu'en 1983 – et la Mnef, cette mutuelle étudiante qui allait dans les années 1990 être prise dans les scandales financiers.

« Camba », Le Guen et Valls ont une longue histoire commune, à l'Unef et à la Mnef. Là, aux manœuvres diverses s'ajoute un affairisme débridé avec la création d'une myriade de sociétés autour de la vieille mutuelle étudiante.

Cambadélis a fait l'objet de deux condamnations pénales pour recel d'abus de biens sociaux ou emplois fictifs. La première date de 2000, lorsqu'il est condamné à cinq mois de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende. La deuxième est prononcée en 2006 : six mois de prison avec sursis et 20 000 euros d'amendes, dans le cadre du scandale de la Mnef. De ces condamnations, aucune conséquence ne sera tirée quant au parcours politique de celui qui est aujourd'hui premier secrétaire du PS. De même de ce pan caché de son CV, que Laurent Mauduit révèle ci-dessous : l'usurpation de ses diplômes universitaires



Jean-Christophe Cambadélis

Quelques extraits du livre :

Dans le courant de l'année 1984, le choix de Jean-Christophe Cambadélis semble arrêté : son avenir, c'est au Parti socialiste qu'il le visualise. Pour cela, il lui faut mettre toutes les chances de son côté. Une chose, en effet, l'ennuie : si d'aventure il passe un jour prochain au Parti socialiste, il n'a pas la moindre légitimité intellectuelle. Il est sans diplôme, contrairement à d'autres étudiants de l'OCI qui, militants comme lui, ont pris soin de mener de front leurs études. Lui n'a pas fait cet effort. Et il

sent que, dans son projet personnel de faire carrière au PS, cette lacune risque de le handicaper.

Il a alors un projet insensé : celui d'usurper un doctorat. Son idée n'est pas de fabriquer un faux diplôme de doctorat de troisième cycle. Non ! Son idée, c'est d'obtenir son doctorat, et de soutenir sa thèse devant un jury régulièrement réuni. Et cela, il va y parvenir de manière irrégulière en prétendant que, pour s'inscrire dans cette filière, il a eu les diplômes antérieurs nécessaires – ce qui n'est pas le cas.

Ce fait, je dois dire que j'ai eu beaucoup de difficultés à l'établir quand, écrivant ce livre, j'ai voulu vérifier la réalité de son parcours universitaire.

Du passé, j'avais seulement gardé le souvenir des moqueries continuelles que Jean-Christophe Cambadélis suscitait parmi les étudiants de l'OCI, à l'évocation de son cursus. Beaucoup le raillaient en observant qu'il s'était plusieurs années de suite inscrit en première année universitaire, chaque fois changeant de discipline, et qu'il avait fini par obtenir un doctorat de troisième cycle, sans que l'on sache comment. Mais longtemps je n'y ai pas pris garde car la biographie de Jean-Christophe Cambadélis est publique : il a passé en 1987 un doctorat de troisième cycle de

Note de lecture

sociologie, sous la direction du professeur Pierre Fougeyrollas (1923-2008) (...) De son côté, il semble que Jean-Christophe Cambadélis n'ait jamais confirmé ni infirmé cette présentation biographique, qui ne l'engage pas. (...)

Quand j'ai commencé à procéder à des vérifications, un premier doute m'a gagné cependant. J'ai en effet observé que si Wikipédia donnait ces indications sur la biographie de Jean-Christophe Cambadélis, ce dernier n'en faisait nulle mention sur son blog personnel, où il détaille longuement son parcours. Oublié, ce doctorat : sur son site personnel, il n'en est même plus question. Et pour cause : j'ai découvert que le sujet de son doctorat n'avait rien à voir avec « les mouvements sociaux sous la Ve République ». En outre, l'année de soutenance n'est pas 1987. Plus généralement, comme pour brouiller les pistes, Jean-Christophe Cambadélis n'a jamais évoqué publiquement l'année de la soutenance de sa thèse ni son intitulé exact. (...)

Comment s'y prend-il ? Il dispose d'un allié dans la place, en la personne de Pierre Fougeyrollas. Résistant et communiste, le sociologue et anthropologue a beaucoup brouillé, jusqu'en Afrique, se liant d'amitié avec le président sénégalais Léopold Sédar Senghor avant de se brouiller avec lui. À la fin de sa vie, Fougeyrollas a jeté l'ancre de nouveau en France pour venir enseigner à Jussieu. Lui qui avait rompu avec le stalinisme en 1956, il a sur le tard, en 1974, rejoint l'OCI

et s'est lié d'amitié avec Pierre Lambert (dirigeant historique de l'OCI -ndlr (...)) Sans se soucier du conflit d'intérêts que cela induit, c'est à Pierre Fougeyrollas que Jean-Christophe Cambadélis demande d'être son directeur de thèse (...) Comment y parvient-il, sans aucun diplôme qui le permette ? (...)

Je n'ai pu interroger le président de l'université de l'époque, Jean-Jacques Fol (1930-1988), décédé. Mais j'ai retrouvé des fonctionnaires, aujourd'hui à la retraite, qui travaillaient dans l'admi-

nistration de Paris-VII et qui se souviennent parfaitement de l'histoire : s'étonnant que le dossier universitaire de Jean-Christophe Cambadélis ne comprenne pas les pièces nécessaires, et notamment aucune copie de ses diplômes antérieurs, ils se sont entendu répondre que Pierre Fougeyrollas avait donné l'assurance qu'il avait vu les diplômes requis pour l'inscription. Les mêmes témoins assurent que ce genre de procédé n'était jamais arrivé avant, ni depuis.

Et pour cause. S'ils ne les ont pas vus, c'est que ces diplômes, Jean-Christophe Cambadélis ne les a jamais passés : ni licence, ni maîtrise, ni DEA !



Cambadélis a-t-il abusé Pierre Fougeyrollas en lui montrant son faux diplôme du Mans sans le verser dans son dossier universitaire, ou bien le sociologue s'est-il porté garant sans avoir vu ce faux diplôme, simplement en lui faisant confiance ? Il n'est plus de ce monde et ne peut plus témoigner.

Quoi qu'il en soit, c'est ni vu ni connu. En juin 1985, Cambadélis soutient sa thèse et obtient haut la main son doctorat. (...)

Le livre de Laurent Mauduit est précédé d'un avertissement dans lequel il explique les démarches effectuées par lui pour réaliser son enquête. Nous en reproduisons ci-dessous quelques extraits, utiles à la compréhension des bonnes feuilles publiées ci-dessus :

« Pour la rédaction de ce livre, j'ai rencontré de nombreux acteurs de la vie publique, et notamment des personnalités engagées au Parti socialiste ou proches de celui-ci. Certains m'ont prié de ne pas mentionner explicitement nos rencontres, si bien que j'ai fait le choix de n'en évoquer aucune. Mais que tous sachent que je leur suis reconnaissant d'avoir puisé dans leur mémoire pour aider mes recherches.

Parmi ces personnalités, j'aimerais néanmoins signaler deux refus : Manuel Valls et Jean-Christophe Cambadélis. (...)

Pour établir ce présent récit, j'ai également cherché à joindre de nombreuses personnes avec lesquelles j'avais jadis partagé mes engagements de jeunesse. Je me suis heurté à une poignée de refus de certains qui n'ont guère eu envie, pour des raisons que je devine, de me voir exhumer des pages sombres – sur la Mnef notamment. Au contraire de ceux-là, beaucoup de celles et de ceux avec qui j'ai partagé mes enthousiasmes de jeunesse m'ont chaleureusement accueilli. Nos retrouvailles furent souvent émouvantes. À toutes celles et tous ceux qui ont partagé les mêmes espoirs et les mêmes déceptions que moi, et qui ont jugé utile de me confier leurs souvenirs, je veux ici exprimer ma profonde gratitude. »

(D'après Médiapart et Laurent Mauduit)

Une chose est sûre, certains d'entre nous, anciens de l'OCI et du PCI peuvent témoigner de la véracité des faits avancés par Laurent Mauduit. En outre, l'intérêt politique de l'ensemble de l'ouvrage est indéniable et éclaire la crise politique majeure que traverse ce pays. Nous le recommandons chaleureusement à nos lecteurs et plus généralement à tous ceux intéressés par la vérité.

Pedro Carrasquedo
2 octobre 2014

la Commune

N° 92

Rédacteur en chef : Paul Dumas

Comité de rédaction : Francis Charpentier, Daniel Petri, Wladimir Susanj, Pedro Carrasquedo, Paul Dumas, Isabelle Foucher, Zde Ekzladzil, Jérôme Lefauve, Julie Charmaillaux, Txomin Ravachol, Pierre-Yves Chiron, Mustafa Diakité, Garledji Makélélé, Jean-Baptiste Carrier, Mohand Kebaïli.

Directeur

de publication : Pedro Carrasquedo

Commission paritaire en cours

Imprimerie spéciale

La Commune du prolétariat parisien, en 1871, n'a pas cessé de nourrir de ses leçons le mouvement ouvrier international. Karl Marx et Friedrich Engels seront amenés à corriger le Manifeste du Parti Communiste en précisant dans la préface de 1872 : « *La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine politique existante et la mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts.* »

C'est ainsi que la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier et paysan, démontrera aux yeux du monde la capacité de la classe ouvrière à prendre en main sa propre destinée et, par là même, à lutter pour l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

Notre revue s'inscrit pleinement dans cette continuité révolutionnaire, celle qui amènera Léon Trotsky à lutter pour la IV^e Internationale.



**Léon Trotsky
(1879 - 1940)**

*

* *

« Sous peine de se vouer lui-même à la déchéance, le prolétariat ne peut tolérer la transformation d'une partie croissante des ouvriers en chômeurs chroniques, en miséreux vivant des miettes d'une société en décomposition. Le *droit au travail* est le seul droit sérieux que l'ouvrier ait dans une société fondée sur l'exploitation. Cependant, ce droit lui est enlevé à chaque instant. Contre le chômage, tant "structurel" que "conjoncturel", il est temps de lancer, en même temps que le mot d'ordre des travaux publics, celui de l'ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL. Les syndicats et les autres organisations de masse doivent lier ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas par les *engagements mutuels de la solidarité*. Le travail disponible doit être réparti entre tous les ouvriers existants, et cette répartition déterminer la longueur de la semaine de travail. Le salaire moyen de chaque ouvrier reste le même qu'avec l'ancienne semaine de travail ! Le salaire, avec un *minimum* strictement assuré, suit le mouvement des prix. Aucun autre programme ne peut être accepté pour l'actuelle période de catastrophes.

Les propriétaires et leurs avocats démontreront l'"impossibilité de réaliser" ces revendications. Les capitalistes de moindre taille, surtout ceux qui marchent à la ruine, invoqueront, en outre, leur livre de comptes. Les ouvriers rejeteront catégoriquement ces arguments et ces références. Il ne s'agit pas du heurt "normal" d'intérêts matériels opposés. Il s'agit de préserver le prolétariat de la déchéance, de la démoralisation et de la ruine. Il s'agit de la vie et de la mort de la seule classe créatrice et progressive et, par là même, de l'avenir de l'humanité. Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périsse ! La "possibilité" ou l'"impossibilité" de réaliser les revendications est, dans le cas présent, une question de rapport des forces, qui ne peut être résolue que par la lutte. Sur la base de cette lutte, quels que soient ses succès pratiques immédiats, les ouvriers comprendront mieux que tout la nécessité de liquider l'esclavage capitaliste. »

**Léon Trotsky,
Programme de transition, 1938.**